

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 13 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIMA SOA (ex CHROMALLOY)

Avenue Gros chevaux
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95-2024-0072

Code AIOT : 0006506103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement REVIMA SOA (ex CHROMALLOY) implanté 13 Avenue des Gros Chevaux Zi du Vert Galant 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 05/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIMA SOA (ex CHROMALLOY)
- 13 Avenue des Gros Chevaux Zi du Vert Galant 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site REVIMA de SAINT OUEN L'AUMONE a pour principale activité la réparation par usinage et le traitement thermique de composants pour des clients dans le domaine aéronautique.

Anciennement opéré par CHROMALLOY FRANCE, le site est acquis, en 2019, par le groupe REVIMA (majoritairement détenu par le fonds Ardian) dans l'objectif d'élargir son offre de réparation.

Le site industriel est installé depuis 1987 à SAINT OUEEN L'AUMONE, dans le parc d'activité du Vert Galant et dispose d'un effectif de 103 personnes. Il occupe une superficie totale de 18 205 m² comportant un bâtiment couvert de 6000 m².

Les horaires d'exploitation sont du lundi au vendredi de 6h à 21h et occasionnellement le samedi de 6h à 13h.

Le site dispose de plusieurs ateliers au sein de ce bâtiment permettant de réaliser, en différentes étapes, la réparation des pièces et composants pris en charge sur le site, à savoir :

- décapage chimique (traitement de surface par voie chimique) ;
- décapage mécanique (usinage) ;
- analyse des pièces et composants pour déterminer les traitements ultérieurs (ressuage, laser, rayons X, plasma) ;
- nettoyage par traitement thermique (fours) ;
- revêtement et assemblage des pièces (brasage, projection thermique, dépôt thermochimie) ;
- usinage de finition ;
- chaudronnerie ;
- atelier d'essai.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Risque Incendie – Installations électriques	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Risque Incendie – Désenfumage	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 13 et 14-e	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Risque Incendie – Moyens de lutte	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 6.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 8.4.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan général des ateliers et des stockages	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Modification de l'installation	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Risques Incendie – Locaux à risques	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 5 non-conformités dont 3 pour lesquelles il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de se régulariser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan général des ateliers et des stockages

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des ateliers et des stockages
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 05/04/2016 – Article 8.1.1 [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...] ----- Article 1 de l'Arrêté Préfectoral de Mise en demeure du 26/09/2023 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société REVIMA SOA implanté sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, 13, avenue des Gros Chevaux, est mise en demeure de respecter, dans un délai de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 8.1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 avril 2016 en disposant d'un plan général à jour des ateliers et des stockages localisant les risques.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 09/01/2024, le plan des zones de risques de la société REVIMA SOA. L'inspection a constaté que la date était absente. Le 29/01/2024, l'exploitant a envoyé par courriel, le plan des zones de risque réalisé par REVIMA daté du 25/10/2023. Par courriel du 09/01/2024, l'exploitant a transmis le plan à jour de l'usine en date du 25/10/2023, réalisé par GEPIXBIM Géomètre – Expert. Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas détecté d'incohérence entre le plan et la situation sur site. La prescription contrôlée respecte l'article 1 de l'arrêté préfectoral de Mise en demeure. Cette dernière a été suivie d'effet.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 05/04/2016 – Article 1.6.1 [...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...] ----- Article 2 de l'Arrêté Préfectoral de Mise en demeure du 26/09/2023 : La société REVIMA SOA est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 1.6.1 des prescriptions techniques annexée à l'arrêté préfectoral du 5 avril 2016 en transmettant un dossier de porter à connaissance des évolutions notables du site. Ce dossier intégrera notamment l'évolution des risques chroniques et accidentels suite à la modification de l'installation.
Constats : Par courriel le 26/12/2023, l'exploitant a transmis un Porter à Connaissance (PAC) détaillant les modifications suivantes : - Traitement de surface (Rubrique 2565-2-a) : L'ajout d'une cabine de lavage - Installation d'une cuve de 1000 L - Installation de nettoyage par traitement thermique (Rubrique 2566-1-a) : Remplacement des fours - Installation de revêtement en phase gazeuse et autres traitements (Rubrique 2565-3) : Remplacement des fours - Installation de revêtement métallique par pulvérisation de métal fondu (Rubrique 2567-2) : Ajout d'une installation de dépôt par procédé Plasma atmosphérique automatique et augmentation de la quantité journalière de poudres utilisée. - Travail mécanique des métaux et alliages (Rubrique 2560-B-2) : Ajout d'une unité de "chaudronnerie" - Entreposage de poudres (Rubrique 4XXX) : Stockage de poudres métalliques destinées à la vente - Mise en place d'une unité de fabrication additive (non soumis à une rub. ICPE) La visite d'inspection a permis de visualiser l'installation afin de mieux instruire le PAC, qui fera l'objet d'un second rapport. L'inspection pourra proposer des prescriptions techniques complémentaires afin de réglementer les modifications apportées à l'installation. La prescription contrôlée respecte l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Cette dernière a été suivie d'effet.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Risques Incendie – Locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques Incendie – Locaux à risques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 10 [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). [...] ----- Non conformité n°3 de l'inspection du 14/03/2023 : L'exploitant n'a pas fourni le plan de l'ensemble des cuves de bain de traitement de l'installation auquel sont associées les caractéristiques techniques et chimiques des baignoires, conformément à l'arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel le 09/01/2023 un plan de l'atelier où sont réalisés les traitements de surfaces. L'exploitant a également transmis un tableur en date du 27/06/2013 comprenant : <ul style="list-style-type: none">- la liste des cuves,- la composition des cuves,- la concentration de certains composants des cuves,- la température des baignoires,- la cuve de secours. Le plan de l'atelier date du 29/06/2012 et est réalisé par la société COFFIN Automatisme. Les cuves ne sont pas identifiées sur le plan. Le tableur ne contient pas toutes les informations demandées par l'arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10. Les informations manquantes sont : le pH, son utilité, le volume maximum. De plus, certaines informations ne sont pas compréhensibles. L'exploitant a transmis par courriel le 29/01/2024 un nouveau plan d'atelier et un tableur regroupant l'ensemble des caractéristiques techniques et chimiques des baignoires, exigé par l'article 10 susmentionné. Ces deux éléments ont été réalisés par la société REVIMA et datent du 26/01/2024. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque Incendie – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 17 [...]L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...] ----- Non conformité n°4 de l'inspection du 14/03/2023 : Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé sur l'ensemble du site et ne permet donc pas de justifier du bon état de l'ensemble de l'installation électrique conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2013.
Constats : L'exploitant a envoyé le 09/01/2023 le rapport de vérification des installations électriques. Date d'intervention : du 18/01/2023 au 23/01/2023 réalisé par l'Agence APAVE. Ce rapport est le même que celui présenté lors de l'inspection en date du 14/03/2023. L'exploitant n'a pas réalisé de nouveau rapport de vérification des installations électriques depuis la dernière inspection en date du 14/03/2023. Ainsi, les installations électriques de l'atelier de chaudronnerie n'ont toujours pas été contrôlées. La non-conformité relevée lors de l'inspection du 14/03/2023 n'est donc pas levée. L'arrêté ministériel du 20/04/2023 a complété certaines prescriptions notamment suite au retour d'expérience de l'accidentologie des incendies dans les ateliers de traitements de surface. L'article 17 a été modifié et impose désormais une vérification périodique annuelle des installations électriques. Non conformité n° 1 : Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé sur l'ensemble du site et ne permet donc pas de justifier du bon état de l'ensemble de l'installation électrique conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019, dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Risque Incendie – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 13 et 14-e
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Désenfumage
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 13 [...] Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatiques et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m ² ; - à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée. [...] Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 14-e [...] e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] ----- Non-conformité n° 5 de l'inspection du 14/03/2023 : La dernière vérification périodique du système de désenfumage ne conclut pas au bon fonctionnement de l'ensemble du système de désenfumage, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état du système de désenfumage. Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas fourni de document justifiant la remise en état du système de désenfumage depuis la dernière inspection du 14/03/2023. La non-conformité relevée lors de l'inspection du 14/03/2023 est toujours d'actualité. L'article 14-e indique que les matériels de sécurité doivent être vérifiés périodiquement. Une fréquence annuelle est acceptable.

Non-conformité n° 2 : La dernière vérification périodique du système de désenfumage ne conclut pas au bon fonctionnement de l'ensemble du système de désenfumage, conformément à l'article 13 et 14-e de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état du système de désenfumage dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Risque Incendie – Moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 09/04/2019 – Article 14 [...] L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; e) les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. [...] ----- Non-conformité n° 6 de l'inspection du 14/03/2023 : Le rapport de vérification périodique des RIA fourni par l'exploitant ne conclut pas au bon état de fonctionnement des RIA du site, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état de ceux-ci.
Constats : L'exploitant a envoyé par courriel du 19/01/2024, le rapport d'intervention en date du 24/03/2023 et réalisé par la société Chubb. Ce rapport indique : - une fuite sur un RIA, - 2 RIA dont les décennales n'ont pas été réalisées, - un robinet endommagé. Ce rapport avait déjà été transmis et mentionné dans le rapport d'inspection en date du 28/03/2023. L'exploitant n'a pas réalisé de nouveau rapport de vérification périodique des RIA, ni de documents justifiant la remise en état des RIA depuis la dernière inspection en date du 14/03/2023. L'article 14-e indique que les matériels de lutte contre l'incendie doivent être vérifiés périodiquement. Une fréquence annuelle est acceptable. Ainsi, la non-conformité de l'inspection du 14/03/2023 n'est pas levée.

Non conformité n° 3 : Le rapport de vérification périodique des RIA fournit par l'exploitant ne conclut pas au bon état de fonctionnement des RIA du site, conformément à l'article 14 susmentionné. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état de ceux-ci. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état des RIA dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage des produits
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. [...]
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite le 23/01/2024, dans l'atelier de traitement de surface, qu'une cuve IBC contenant un liquide violet, n'était pas étiquetée. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de déchets d'exploitation issus de l'activité de traitement de surface. Non conformité n° 4 : L'exploitant n'a pas étiqueté l'une de ses cuves et donc ne respecte pas l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 05/04/2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 205 litres , la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L [...]
Constats : L'inspection a constaté, lors de la visite le 23/01/2024, que dans l'atelier de traitement de surface, trois cuve IBC contenant des produits chimiques, ne sont pas sur rétention. De plus, l'inspection constate que deux fûts contenant des produits chimiques, sont sur une rétention sous dimensionnés par rapport au volume des fûts. Dans la zone extérieure de stockage, l'inspection relève plusieurs fûts contenant des produits chimiques qui ne sont pas sur rétention et d'autres sont positionnés sur une rétention sous dimensionnés par rapport au volume des fûts. Non-conformité n°5 : L'exploitant ne stocke pas la totalité de ses cuves de produits chimiques sur un bac de rétention correctement dimensionné conformément à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 05/04/2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois